



**Direction générale de l'enseignement et de la recherche  
Inspection de l'enseignement agricole**

## **LA SECURITE ALIMENTAIRE DU MONDE**

**Quelle prise en compte dans les actions de coopération internationale ?**

**METGE Jean**

## SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I - LE CHAMP DE L'ETUDE	4
1. La commande	
2. La sécurité alimentaire, de quoi parle-t-on ?	
3. Le périmètre de l'étude	
4. Méthodes et outils	
II - LES ACTIONS EDUCATIVES	6
1. Descriptif et caractéristiques	
1.1. Actions d'information et de sensibilisation	
1.2. Actions éducatives intégrées	
1.3. Modules de formation	
1.4. Séjours à l'étranger	
2. Analyse-diagnostic	
III - ACTIVITES D'INGENIERIE DE FORMATION	11
1. Cycles de formation pour cadres et formateurs étrangers	
2. Appui à la rénovation de filières ou de dispositifs de formation professionnelle	
IV- RECOMMANDATIONS	13
1. Mettre en place des formations spécifiques pour les enseignants	
2. Encourager les initiatives au niveau régional	
3. Améliorer l'efficacité pédagogique des actions	
4. Assurer la pérennité du réseau éducation au développement	
5. Développer l'appui à la rénovation de dispositifs de formation professionnelle agricole	
6. Contribuer au débat public	
CONCLUSION	15
ANNEXES	16
ANNEXE 1 : SIGLES UTILISES	
ANNEXE 2 : GLOSSAIRE	
ANNEXE 3 : QUESTIONNAIRE	
ANNEXE 4 : PERSONNES ET ETABLISSEMENTS CONSULTES	
ANNEXE 5 : CAMPAGNE ALIMENTERRE	
ANNEXE 6 : DOCUMENTS CONSULTES	

## INTRODUCTION

La crise alimentaire de 2007/2008, qui a été à l'origine de véritables émeutes de la faim dans un certain nombre de villes de pays en développement, puis la crise financière de 2008/2009 qui a fragilisé encore plus les économies des pays pauvres, ont contribué à l'accroissement du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde : aujourd'hui, selon les estimations de la FAO, on en compterait 1 milliard, soit une augmentation de plus de 15 % en 2 ans. L'Objectif du Millénaire pour le Développement « réduire de moitié la pauvreté et la faim d'ici à 2015 » ne sera pas atteint si on demeure sur les mêmes tendances. Les projections démographiques à l'horizon 2050 qui font état d'une planète à 9 milliards d'habitants ne font qu'accroître la gravité de la situation. Assurer de manière durable la sécurité alimentaire de la planète reste donc un des défis majeurs du 21<sup>ème</sup> siècle pour la communauté internationale.

Au cours des derniers mois, nombre de conférences, colloques et séminaires ont été organisés pour débattre de cette grave question et proposer éventuellement des solutions. Les médias ont largement contribué à vulgariser ces débats : les chaînes de télévision leur ont consacré plusieurs émissions et certains grands quotidiens ont abondamment traité le sujet.

L'enseignement agricole, dans le domaine qui le concerne, ne peut rester à l'écart de ce mouvement. Le 5<sup>ème</sup> Schéma Prévisionnel National des Formations pour la période 2009-2014 souligne d'ailleurs la nécessaire *prise en compte des problèmes alimentaires de la planète* par la mission de coopération internationale. Les Assises de l'enseignement agricole public proposent dans leurs conclusions de décembre 2009 *un pacte pour relever les défis de demain*, pacte comprenant un certain nombre de mesures orientées vers le développement durable et la formation des paysans, considérée comme une *clé pour nourrir le monde de demain*.

Dans ce contexte, il est apparu nécessaire d'étudier comment les établissements d'enseignement agricole se sont saisis de la problématique alimentaire mondiale dans le cadre de leur mission de coopération internationale et de formuler éventuellement des recommandations permettant de développer le traitement de cette question.

## I - LE CHAMP DE L'ETUDE

### 1. La commande.

La lettre de commande du Directeur Général de l'Enseignement et de la Recherche au Doyen de l'Inspection indiquait : « *Comment les établissements du secondaire et du supérieur ont pris en compte le sujet de la crise alimentaire mondiale dans l'orientation de leurs actions de coopération internationale* »

Nous avons cependant été conduits à modifier sensiblement les termes de la commande et à proposer le libellé suivant : « *Comment les établissements de l'enseignement technique agricole prennent-ils en compte la question de la sécurité alimentaire à l'échelle du monde dans leurs actions de coopération internationale ?* »

Deux raisons essentielles ont milité en faveur de cette nouvelle formulation :

-Les deux précédents rapports de l'Inspection de l'enseignement agricole relatifs à la coopération internationale portant sur l'enseignement supérieur, il était préférable, pour éviter des sollicitations trop fréquentes de ces établissements, de se limiter au périmètre de l'enseignement technique.

-Dans leur grande majorité, les établissements d'enseignement agricole, déjà largement sensibilisés à cette question, ne semblent pas avoir modifié l'orientation de leurs actions de coopération internationale du fait de la récente crise alimentaire. Tout au plus, à cette occasion, certains ont-ils pu intensifier les actions déjà en cours ou en démarrer de nouvelles, notamment sur le champ de l'éducation au développement et à la solidarité internationale. Il nous a paru plus pertinent de dépasser la question de la relation crise/orientation des actions et d'aborder le problème de manière plus pérenne (sécurité alimentaire au lieu de crise) et sous l'angle prioritaire de l'ingénierie pédagogique : quelle est la nature des actions menées ? comment sont-elles conduites ? quelles recommandations peut-on formuler pour améliorer et développer ces actions ? Ces questions étant une déclinaison de la nouvelle formulation de la commande.

### 2. La sécurité alimentaire, de quoi parle-t-on ?

Ce concept ayant évolué dans le temps, il existe différentes définitions de la sécurité alimentaire. Nous retiendrons celle qui semble la plus consensuelle, adoptée lors du sommet mondial de l'alimentation de 1996 : « *La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine* »

Cette définition, de nature multidimensionnelle, comprend des aspects de disponibilité alimentaire, d'accès à la nourriture, d'utilisation adéquate de cette nourriture et de stabilité des contextes. Lorsqu'on aborde la question de la sécurité alimentaire de l'humanité, en particulier celle des pays en développement, on touche non seulement à des questions agronomiques et alimentaires au sens strict, mais aussi à des problèmes politiques (politiques agricoles au nord et au sud, soutien à l'agriculture familiale,...), économiques (régulation des marchés agricoles, concurrence des agrocarburants,...), sociaux (lutte contre la pauvreté, accès à la terre,...) et environnementaux (préservation des ressources naturelles, déforestation, impact du réchauffement climatique sur les zones agricoles,...). Le sujet de la formation des agriculteurs est aussi l'un des éléments à intégrer dans la problématique, compte tenu de son impact sur la production agricole.

Soulignons, parce qu'il y a parfois des confusions, que le concept de sécurité alimentaire est sensiblement différent de celui de souveraineté alimentaire, défini comme le droit de chaque Etat à définir lui-même sa politique agricole et alimentaire pour sa population, ce qui inclut notamment la priorité donnée à la production locale (cf. annexe 2). Mais dans les pays pauvres, qui ont des difficultés à s'approvisionner sur le marché mondial, surtout lors de hausses des prix, il existe une corrélation forte entre les deux éléments.

### **3. Le périmètre de l'étude.**

Au niveau des établissements, les problèmes alimentaires du monde peuvent être abordés avec les apprenants dans le cadre des enseignements assurés dans différents modules ou matières des référentiels de formation : par exemple, pour le baccalauréat technologique STAV, dans la matière M7 « Le fait alimentaire » ; pour le baccalauréat professionnel, dans le module MG1 qui vise à la « compréhension du monde » et certains modules professionnels ; pour le BTSA, dans le module M21 « Organisation économique, sociale et juridique » et certains modules du domaine professionnel (en particulier ceux qui traitent des filières agroalimentaires),...

Le choix du thème culturel et socio-économique retenu comme support de l'épreuve 1 pour la session 2011 du BTSA, à savoir *Les défis de l'alimentation*, souligne d'ailleurs la volonté de l'enseignement agricole de prendre en compte cette question cruciale pour l'avenir de l'humanité. Mais n'entrant pas directement dans le cadre de la mission de coopération internationale, ces enseignements, communs à tous les établissements et à forte dominance disciplinaire, ne constituent pas a priori l'objet de notre travail.

Nous avons choisi de considérer essentiellement les activités, inscrites ou non dans le ruban pédagogique, qui sont conduites à l'initiative des établissements et qui entrent dans le cadre de la mission de coopération internationale telle qu'elle est définie dans la circulaire du 26 juin 2001. Les plus fréquentes sont des actions d'éducation au développement et à la citoyenneté internationale visant à faire changer les représentations et les pratiques des apprenants (cf. annexe 2). D'autres ont davantage une dimension formation visant à l'acquisition de connaissances et de capacités professionnelles. Il s'agit bien souvent d'activités pluridisciplinaires offrant la possibilité de traiter de manière plus efficace cet objet complexe qu'est la sécurité alimentaire sur lequel de nombreux facteurs interagissent.

Les activités de formation professionnelle destinées à des personnes étrangères (cadres, formateurs, producteurs,...) ainsi que les expertises relatives aux dispositifs de formation professionnelle agricole dans des pays victimes de l'insécurité alimentaire sont aussi concernées ; mais, compte tenu de leur spécificité et des travaux menés par ailleurs à ce niveau, par exemple dans le cadre du réseau international « Formations Agricoles et Rurales », elles seront évoquées, mais non analysées en détails dans ce rapport.

### **4. Méthodes et outils.**

Dans un premier temps, il est apparu nécessaire de réaliser une étude bibliographique sur le sujet, compte tenu de sa complexité et des divergences constatées dans les analyses des causes des crises alimentaires et des moyens d'y remédier. Cette étude a été complétée par la participation à plusieurs réunions, séminaires et débats organisés sur cette thématique.

Dans un deuxième temps, ont été repérés avec l'aide des animateurs de réseaux et des chargés de coopération internationale en région quelques établissements ayant initié des actions significatives dans ce domaine, en particulier à l'occasion de campagnes de solidarité nationales ou internationales.

Des entretiens ont été conduits avec les équipes de ces établissements. Compte tenu des dynamiques existantes en région Aquitaine et en région Centre, des établissements de ces deux régions ont été plus particulièrement visités ou consultés. L'objectif n'étant pas de réaliser un bilan exhaustif de l'ensemble des activités réalisées dans l'enseignement agricole sur le thème de la sécurité alimentaire du monde. En complément, un questionnaire a été proposé à des enseignants susceptibles d'avoir participé à ces actions, en privilégiant des enseignants de sciences économiques et des enseignants impliqués dans la mission de coopération internationale de leur établissement (cf. annexe 3). Enfin, quelques personnes extérieures au système d'enseignement agricole ont été également interrogées. Au final 40 personnes appartenant à des établissements d'enseignement (19), ainsi qu'à d'autres structures (7) ont été consultées (cf. annexe 4).

## II - LES ACTIONS EDUCATIVES

### 1. Descriptif et caractéristiques.

#### 1.1. Actions d'information et de sensibilisation.

- La participation à des campagnes d'éducation au développement et à la solidarité internationale.

Il existe tout au long de l'année plusieurs campagnes en matière d'éducation au développement et à la solidarité internationale (EAD-SI). Parmi celles-ci, la campagne Aliment'erre coordonnée par le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) autour de la Journée mondiale de l'alimentation du 16 octobre constitue en général un temps fort pour sensibiliser le grand public et les publics scolaires aux problèmes de la faim dans le monde (cf. annexe 5). C'est pourquoi, le BRECI a encouragé les établissements d'enseignement agricole à participer activement à cette campagne, notamment en 2008 et 2009, où elle faisait suite aux émeutes de la faim.

Il semble cependant que leur mobilisation soit demeurée globalement assez faible<sup>1</sup> sous cette forme là. Mais l'intensité de la mobilisation a été forte chez ceux qui ont participé à la campagne, soit à titre individuel, soit dans un cadre régional. Nous citerons quelques exemples significatifs<sup>2</sup> que nous avons pu observer :

L'Institut Saint Joseph de Limoux a organisé en octobre et novembre 2009 un cycle de projections de quatre films documentaires suivies de débats dans le cinéma de la ville.

Par exemple, le film « Vers un crash alimentaire » proposé aux élèves des filières BTSA et au public extérieur pose globalement le problème de l'alimentation de la planète et de ses enjeux ; il met plus particulièrement en lumière certains facteurs déterminant les déséquilibres alimentaires et environnementaux, tels les élevages intensifs consommateurs de soja induisant une déforestation massive en Amérique du sud et la concurrence des cultures destinées aux agrocarburants avec les productions vivrières dans des pays asiatiques,... Le débat qui s'en est suivi, animé par un enseignant en sciences économiques de l'Institut, un ingénieur de la Chambre d'agriculture et un ancien chercheur de l'INRA<sup>3</sup>, a permis de développer et de

---

<sup>1</sup> *Aucun bilan global n'est disponible ; mais, même si elles ne sont que partielles, les informations collectées auprès des chargés de coopération internationale en SRFD permettent de valider cette hypothèse.*

<sup>2</sup> *Ceci ne signifie pas que d'autres actions conduites par d'autres établissements ne sont pas dignes d'intérêt.*

<sup>3</sup> *François DE RAVIGNAN, auteur de l'ouvrage « La faim, pourquoi ? »*

compléter l'analyse, en mettant l'accent sur le problème de l'exclusion des paysans pauvres de l'accès à la terre, du travail et du marché.

L'EPLEFPA de la Côte Saint André a également mis en place le festival de films, mais sous une forme sensiblement différente. Chacun des trois films choisis (*La faim des paysans : une ruine programmée*, *Vers un crash alimentaire*, *Bioattitude sans béatitude*) a été successivement projeté, en matinée aux scolaires du lycée, dans l'après-midi à un public scolaire extérieur et en soirée à un public de BTS et d'adultes du CFPPA. Ce festival était un des éléments d'un ensemble plus vaste comprenant des expositions, des séances en milieu extérieur et une journée-événement en point d'orgue sur le thème « Produire et consommer autrement ». Cette journée, à laquelle ont participé 135 élèves de 6 classes de seconde, première et terminale, était composée d'un ensemble d'ateliers proposant des jeux et des animations assurées par des associations d'éducation au développement (Artisans du monde, CCFD, association de promotion de l'agriculture biologique). Son objectif principal était de faire prendre conscience aux élèves du rôle que pouvaient jouer les consommateurs des pays développés dans la réduction des déséquilibres alimentaires du monde. Il est permis de penser que cet objectif de sensibilisation a été atteint, l'évaluation de type satisfaction réalisée à l'issue de cette manifestation auprès des élèves par l'enseignante coordinatrice s'étant avérée très positive.

En Aquitaine, la campagne *Alimenterre* a été organisée dans un cadre régional sous la coordination de la DRAAF. Six établissements<sup>4</sup> y ont participé activement. Ils ont pu bénéficier de l'appui du Réseau aquitain pour le développement et la solidarité internationale (RADSI) qui a non seulement fourni les outils pédagogiques (films, documents, jeux,...) mais aussi permis l'intervention d'une agricultrice guinéenne, responsable professionnelle dans son pays. Cette intervention a été unanimement appréciée et a fait l'objet de plusieurs articles dans la presse locale. Lors du bilan réalisé collectivement, tous les acteurs de cette campagne ont souligné que son efficacité pour les apprenants était conditionnée par son intégration dans un ensemble pédagogique plus vaste à poursuivre tout au long de l'année et permettant de développer avec les élèves les principales thématiques abordées à cette occasion.

- Des manifestations spécifiques aux établissements.

Ces animations sont organisées à l'initiative de chaque établissement avec l'appui ou non du réseau éducation au développement (RED) et de l'association *Lafi Bala* qui lui est associée.

Dans ce dernier cas de figure, plusieurs établissements<sup>5</sup> ont mis en place une journée-événement intitulée « Un peu de Sud dans votre assiette », qui a pour objectif de faire appréhender aux élèves les impacts sociaux et environnementaux que les régimes alimentaires des pays développés ont sur la planète, en particulier sur les populations des pays du Sud. Cette manifestation comprend des jeux (jeu de la banane et jeu de l'énergie par exemple), un stand de dégustation issu de produits issus du commerce équitable, un repas spécifique (biologique, équitable ou local), des expositions et une conférence débat avec le témoignage d'un agriculteur local et éventuellement d'un producteur d'un pays du sud. Un dossier pédagogique accompagne la préparation et le suivi de l'action.

Un autre outil, le cabas pédagogique « Planète alimentation », visant au même objectif, est aussi largement utilisé<sup>6</sup>. Il comporte des objets, des jeux (comme dans le cas précédent), des

---

<sup>4</sup> Bazas, Bergerac, Blanquefort, Dax, Périgueux, Pugnac

<sup>5</sup> En région Centre : Châteauroux, Blois, Tours Fondettes (2009)

<sup>6</sup> En région Centre : Amboise, Beaune La Rolande, Chambray les Tours, Châteauroux, Le Chesnoy, Tours-Fondettes (2009 et prévisions 2010)

expositions, des livres, des brochures et des documents audio-visuels. Il est moins ambitieux, mais plus souple d'utilisation car il ne nécessite pas la banalisation d'une journée complète.

### **1.2. Actions éducatives intégrées.**

Par action éducative intégrée, nous entendons ici un ensemble cohérent d'activités d'information, de sensibilisation et de formation reliées aux modules d'enseignement, se déroulant sur un temps long, et susceptibles d'induire des effets sur les connaissances, les représentations, les attitudes, voire les comportements des apprenants. Elle se différencie d'une action de sensibilisation ponctuelle, qui n'a pas l'ambition de faire changer les idées et les pratiques, mais plutôt d'amener les élèves à se poser des questions et leur donner envie d'aller plus loin dans la réflexion<sup>7</sup>

De nombreux établissements conduisent aujourd'hui des actions sur le thème de l'alimentation pouvant correspondre à cette définition. Mais ces activités sont centrées pour la plupart sur des problématiques nationales ou européennes et ne traitent pas, ou alors très peu, des problèmes alimentaires de la planète. Quelques-uns réservent cependant une place importante à ces questions et mettent l'accent sur les interdépendances alimentaires des régions du monde. C'est le cas du projet « Alimentation, santé, citoyenneté, on se sent tous concernés ! » mis en place par l'EPLEFPA de Châteauroux en 2008/2009. Ce projet qui s'est déroulé tout au long de l'année scolaire présente les caractéristiques suivantes :

- une participation de plusieurs classes de différents niveaux : de la quatrième à la terminale,
- des activités et des situations pédagogiques variées et complémentaires : travaux sur le gaspillage et les déchets pour la classe de quatrième, le jardin potager et les menus pour la classe de troisième, les signes de qualité pour les premières STAV production, la relation alimentation/santé pour les premières baccalauréat professionnel, ...
- un lien étroit avec les modules d'enseignement, en particulier pour la classe de baccalauréat technologique dont le référentiel comprend un module sur « Le fait alimentaire »
- un temps fort : la journée « Un peu de sud dans votre assiette » (cf. par.1.2.) pilotée par la classe de baccalauréat technologique, qui a permis d'aborder les problèmes alimentaires de la planète avec 120 jeunes,
- une implication de plusieurs catégories de personnels de l'établissement (équipe de direction, enseignants, infirmières, personnels des cuisines) dans un projet commun négocié.

De plus, le projet a contribué à l'ouverture de l'établissement vers l'extérieur : des professionnels locaux et des associations de solidarité internationale ont participé aux travaux et des jeunes de collèges voisins ont été accueillis au lycée à cette occasion.

Un bilan a été fait en fin d'année, mais pas de véritable évaluation.

### **1.3. Modules de formation.**

Quelques établissements ont mis en place dans leurs filières de BTS des modules d'initiative locale (MIL) relatifs à la coopération internationale et qui abordent de manière plus ou moins détaillée la question alimentaire. C'est le cas, mais la liste n'est pas exhaustive, des établissements de Clermont-Ferrand, Figeac, Pamiers, Roanne, Yvetot<sup>8</sup>.

En particulier l'EPLEFPA d'Yvetot propose en BTSA ACSE première année un MIL de 40 h intitulé « Souveraineté alimentaire et relations internationales ». Ce module met l'accent sur la notion de souveraineté alimentaire et sur ses principaux facteurs : les politiques agricoles, les accords internationaux, la régulation des marchés, les régimes alimentaires,...Il est

<sup>7</sup> La distinction entre action de sensibilisation et action éducative intégrée n'est cependant pas facile à faire dans beaucoup d'établissements. Il est vraisemblable que des établissements cités dans la première catégorie puissent aussi faire partie de la deuxième.

<sup>8</sup> MIL assurés par des enseignants qui occupent aussi la fonction d'animateur de réseau géographique.



prolongé par un séjour collectif au Burkina Faso de deux semaines en deuxième année, ce qui permet aux élèves, d'une part d'appréhender les réalités économiques, socioculturelles, agricoles et environnementales des pays en développement, d'autre part de mieux comprendre par l'analyse de situations concrètes les causes des problèmes alimentaires étudiés en première année.

D'une manière générale, on peut penser que la mise en place de tels modules, surtout lorsqu'ils sont bien conçus et couplés avec des séjours dans des pays touchés par l'insécurité alimentaire, est de nature à conférer une efficacité pédagogique optimale, plus difficile à atteindre lors de journées de sensibilisation ponctuelles pouvant parfois rester sans lendemain.

#### **1.4. Séjours à l'étranger.**

Les mobilités collectives réalisées à l'étranger dans les PED, en particulier dans des pays africains sont relativement nombreuses. Ces mobilités ont principalement pour objectifs d'approcher les réalités socioculturelles et les problèmes agricoles des pays visités. Les questions d'ordre alimentaire ne sont pas en général traitées en tant que telles. Mais à l'occasion de certaines visites ou activités, les élèves ont l'opportunité de les aborder et ainsi de prendre conscience des difficultés que rencontrent ces pays pour assurer leur sécurité alimentaire. On pourrait présenter de très nombreux exemples. A n'en retenir qu'un, ce sera celui CFA de Pugnac qui travaille depuis de nombreuses années de manière suivie avec une communauté rurale du Sénégal. Les activités concrètes menées sur le terrain et les regards croisés des apprentis de Pugnac et des jeunes de la communauté rurale de M'Bodiène au Sénégal sur des questions agricoles, environnementales et énergétiques constituent un exemple remarquable d'un travail éducatif de qualité réalisé en commun par des partenaires du Nord et du Sud.

### **2. Analyse/diagnostic des actions<sup>9</sup>**

#### **Une intensité très variable selon les établissements**

Les cas que nous avons décrit succinctement ci-dessus ne constituent pas la norme, loin s'en faut ! Sans être des exceptions, on peut considérer qu'il s'agit d'établissements où la prise en compte de la problématique « sécurité alimentaire de la planète » a été relativement élevée. Dans la majorité des établissements, cette question est abordée seulement à travers les référentiels d'enseignement obligatoire et avec une intensité qui varie selon le degré de sensibilité et/ou les compétences des enseignants sur le sujet.

#### **Des enseignants motivés, souvent bénévoles**

Dans toutes les situations observées, l'origine des actions réside dans les initiatives prises par un ou plusieurs enseignants motivés « faisant plus que leurs obligations de services », souvent dans un cadre bénévole, avec le soutien fort de la direction de l'établissement. La réussite de ces opérations, très exigeantes en temps de préparation, est liée à la forte implication de ces enseignants. Mais en contrepartie, il peut en résulter une certaine fragilité dans leur pérennisation, et cela pour différentes raisons : mutation, lassitude, manque de soutien des autres membres de l'équipe enseignante,...

---

<sup>9</sup> *L'objet du travail n'était pas de conduire une évaluation des actions pédagogiques touchant à la sécurité alimentaire de la planète. De plus l'accès à l'information s'est avéré difficile. Aussi, ces analyses, qui résultent de l'observation des cas précédents mais aussi d'autres informations plus parcellaires, doivent-elles être considérées pour l'instant avec prudence et sont à confirmer par des investigations plus poussées.*

### **Des actions appréciées par les élèves**

Les évaluations à chaud réalisées auprès des élèves indiquent un taux de satisfaction élevé.

Les jeux et les animations proposés sont en général très appréciés : *la journée était top, on n'était pas là pour rigoler, mais pour apprendre*, paroles d'élèves de première baccalauréat technologique. Les avis sont plus partagés pour les films et les débats du festival Alimenterre : Pour les uns, *il faut en faire plus, c'est très bien, ça nous change des cours*, mais pour d'autres, en particulier des élèves de BTS, *on connaît déjà tout cela, on ne peut rien faire à notre niveau*.

### **Une approche parfois parcellisée**

De par leur nature (films, jeux, ateliers, animations) de nombreuses actions mettent l'accent sur tel ou tel aspect des problèmes alimentaires. Certaines thématiques sont très souvent abordées : par exemple, les échanges nord/sud et le commerce équitable, les régimes alimentaires et leurs conséquences environnementales. D'autres, il est vrai plus difficiles à appréhender pour des élèves, mais nécessaires à la compréhension des problèmes, le sont plus rarement : par exemple les systèmes agraires, les problèmes fonciers, la question démographique des pays du Sud,...L'approche globale de la question dans toute sa complexité, ses différentes dimensions et ses divers éléments interdépendants, peut s'en trouver affectée. Le risque existe alors de conduire les élèves à penser que des solutions simples à développer existent et qu'elles peuvent facilement être mises en œuvre.

Ce problème ne se pose pas, ou en tout cas beaucoup moins, lorsque de véritables modules de formation sont mis en place avec des enseignants et des intervenants bien formés sur le sujet.

### **Des effets induits rarement évalués**

D'une manière générale, les actions d'EAD-SI sont peu ou mal évaluées et parfois même pas du tout. Ceci tient vraisemblablement à leur nature, aux conditions dans lesquelles elles ont exercées, mais peut-être aussi aux acteurs qui les conduisent (enseignants bénévoles, parfois militants). La plupart des actions sur la sécurité alimentaire réalisées hors enseignements classiques n'échappent à la règle, sauf lorsqu'un financement extérieur impose une telle pratique. On va rarement au-delà d'une évaluation de satisfaction réalisée à chaud auprès des élèves et éventuellement d'une évaluation portant sur le déroulement de l'action.

Ce qui est important, à savoir les effets induits en termes de connaissances, d'idées, de représentations, n'est qu'exceptionnellement étudié. Quant à l'impact à moyen et à long terme sur les comportements, il demeure hors de portée des possibilités des acteurs de ces actions.

### **Quand l'idéologie tient lieu de compréhension !**

Compte tenu de leur complexité et de leur dimension éminemment politique, les problèmes alimentaires du monde ont toujours fait l'objet de vifs débats, même au sein des milieux les plus avertis. Les crises les plus récentes n'ont fait qu'accentuer les controverses. Dès lors, comment ne pas comprendre les difficultés que peuvent rencontrer les enseignants ainsi que les intervenants associatifs qu'ils sollicitent pour analyser et expliquer les problèmes soulevés. Dans certains cas, la seule idéologie peut même tenir lieu de compréhension<sup>10</sup>. Il arrive que des intervenants reprennent sur un sujet donné les positions radicales défendues par telle ou telle association militante, sans faire preuve d'un minimum de recul et d'esprit critique propre à toute action pédagogique. Ceci s'avère d'ailleurs souvent contre-productif par rapport au but recherché.

---

<sup>10</sup> *Il ne convient pas pour autant de privilégier la seule approche technique, insuffisante pour traiter de tels sujets. Pour les intervenants, acquérir une pensée personnelle et cohérente sur le sujet est l'une des conditions préalables à l'efficacité pédagogique de l'action.*

### **L'importance de l'animation pédagogique régionale**

Ce n'est certainement pas un hasard si les activités sont nombreuses dans les régions où l'animation de la mission coopération internationale a pu conserver une place importante et où elle fait preuve de dynamisme. La dimension régionale apporte bien souvent un « plus » sur le plan pédagogique (en particulier grâce à une préparation et un bilan collectifs), parfois sur le plan financier ; mais elle procure surtout une lisibilité extérieure bien supérieure.

### **Une production connexe: le rayonnement de l'établissement**

Ces activités offrent aux établissements une opportunité d'ouverture vers des partenaires extérieurs variés ne se limitant pas aux habituels professionnels agricoles ; des professionnels de santé, des associations de solidarité internationale, des associations de consommateurs, des personnalités de l'enseignement supérieur, des collègues de l'éducation nationale contribuent aux débats et aux animations ; des élèves des lycées ou collèges voisins sont parfois invités. Elles permettent ainsi de montrer que les établissements d'enseignement agricole ont la capacité de se saisir de problèmes d'actualité allant bien au-delà des questions agricoles classiques, sont ouverts sur le monde dans le cadre de leurs missions de formation, d'animation et de coopération internationale, et sont donc à même d'offrir une formation de qualité en phase avec leur temps. Toutes les équipes de direction soulignent les effets indirects de ces manifestations qui peuvent faire l'objet d'une médiatisation importante. Même si ce n'est pas le but premier recherché, il y a là une raison supplémentaire pour les développer !

## **III - ACTIVITES D'INGENIERIE DE FORMATION**

### **1. Cycles de formation pour des cadres et formateurs étrangers.**

On peut considérer que les formations mises en place en France ou à l'étranger par des établissements d'enseignement agricole pour des cadres, techniciens et formateurs du secteur agricole et agroalimentaire des pays en développement contribuent indirectement, par l'amélioration des compétences qu'elles génèrent, à la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Ces formations, de nature très diverse, sont réalisées le plus souvent par des établissements d'enseignement supérieur (qui ne font pas partie de cette étude), mais parfois aussi par des établissements d'enseignement technique, en particulier par des CFPPA.

Quelques-unes concernent plus directement l'objet de notre étude. C'est le cas des formations mises en place par le CFPPA de Hyères sur la production de spiruline à vocation humanitaire<sup>11</sup>. Ces formations peuvent être complétées par des actions de développement local incluant le développement de cette production, par exemple au Niger et au Sénégal.

### **2. Appui à la rénovation de filières ou de dispositifs de formation professionnelle.**

---

<sup>11</sup> *La spiruline est une micro-algue qui se développe en milieu aquatique dans les régions chaudes et dont la teneur élevée en protéines, acides gras, minéraux et vitamines permet de satisfaire à faible dose les besoins nutritionnels humains. L'utilisation de ce produit ne permet pas de répondre durablement aux problèmes de sécurité alimentaire, mais peut être bénéfique en cas d'urgence humanitaire.*

Il y a là un enjeu important dans la mesure où la formation professionnelle, un moment supplantée dans les priorités par l'agenda du Millénaire axé sur l'éducation de base, est revenue en force sur la scène internationale. Les Etats et tous les grands organismes de coopération sont aujourd'hui conscients que la lutte pour la sécurité alimentaire passe par une relance des politiques agricoles et rurales et que la formation professionnelle agricole est un élément clé de la réussite de ces politiques.

Qu'en est-il de la contribution de l'enseignement agricole français à la mise en œuvre de ces orientations ?

Ces dernières années plusieurs établissements de l'enseignement technique ont participé, dans le cadre d'une action propre ou de projets menés par des établissements d'enseignement supérieur, à la création ou la rénovation de filières de formation agricole dans des pays du Sud. On peut citer par exemple le CFPPA de Carmejane qui est intervenu au Yémen sur l'adaptation des programmes de formation agricole aux nouveaux besoins du pays, le LEGTA de Limoges qui a participé au Maroc à la mise en place d'une filière de formation en productions animales ou encore l'EPLEFPA de La Canourgue qui a le projet d'appuyer la création d'une filière de formation aquacole au Brésil. Pour ce qui concerne l'enseignement privé, l'UNMFREO soutient activement la création de maisons familiales dans plusieurs pays en développement.

Ces actions sont positives, souvent couronnées de succès, mais d'un impact limité en raison de la faible envergure des programmes dans lesquelles elles sont inscrites. Rares sont encore les programmes de rénovation globale de dispositifs de formation agricole conduits à l'échelle d'un pays. Mais on peut penser qu'ils vont se développer à l'exemple du « Programme de rénovation et de développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage et la pêche » mis en place par le Cameroun et soutenu par un consortium d'établissements et d'organismes de l'enseignement agricole français coordonné par Montpellier SupAgro.

#### **IV - RECOMMANDATIONS**

##### **1. Mettre en place des formations spécifiques pour les enseignants.**

L'insécurité alimentaire de la planète, nous l'avons déjà souligné, est un problème complexe. Devenue une question « socialement vive », les médias s'en sont saisis. Les apprenants comme le grand public reçoivent par ce canal une masse d'informations disparates et non hiérarchisées qui ne leur permettent pas de se forger une pensée personnelle sur le sujet. Face à cette situation, il est de la mission des enseignants de clarifier les enjeux, d'analyser les problèmes, de combattre éventuellement les idées reçues, et donc de contribuer à structurer les pensées... Certains tentent de le faire au travers des actions pédagogiques que nous avons décrites dans la partie précédente. Pour préparer leurs enseignements, ils peuvent avoir accès à de nombreux travaux et publications traitant de ces sujets, mais les analyses et les solutions proposées sont parfois divergentes, et on comprend aisément qu'ils puissent rencontrer des difficultés pour traiter telle ou telle question.

La mise en place d'un cycle de formation comprenant à la fois une dimension scientifique et une dimension pédagogique permettrait de pallier aux carences constatées actuellement à ce niveau. Ce cycle ouvert à tous, bénéficiant d'une large promotion, pourrait aussi susciter des vocations chez certains enseignants motivés mais encore hésitants pour initier des actions sur ce sujet crucial.

La réalisation de nouvelles ressources pédagogiques adaptées aux besoins des enseignants serait également nécessaire. Le lancement de la rédaction d'un ouvrage sur les interdépendances alimentaires dans le cadre du SNA est une première étape sur cette voie qu'il convient de développer.

## **2. Encourager les initiatives au niveau régional.**

Le niveau régional est aujourd'hui le niveau le plus pertinent et le plus efficace pour susciter le développement des initiatives. Il conviendrait donc de redynamiser, dans certaines régions, l'animation relative à la coopération internationale et faire des actions sur la sécurité alimentaire l'une des priorités.

## **3. Améliorer l'efficacité pédagogique : de la sensibilisation à la formation.**

De nombreuses activités initiées dans les établissements sont des actions de sensibilisation. Elles constituent une première étape indispensable sur le chemin de la compréhension des problématiques. Mais elles demeurent insuffisantes et peuvent même s'avérer inefficaces si elles ne sont pas relayées et amplifiées dans les enseignements réalisés dans les modules ou dans d'autres activités pédagogiques (séances de pluridisciplinarité, stages, ...)

Chaque fois que possible, il est donc préférable de concevoir sur le sujet de la sécurité alimentaire des actions globales conduites par une équipe d'enseignants et coordonnées à l'échelle de l'établissement.

## **4. Assurer la pérennité du Réseau éducation au développement.**

Le RED joue un rôle important dans la promotion, l'animation et la réalisation des actions d'éducation au développement et à la solidarité internationale. Les animations et les jeux qu'il a conçus, dont beaucoup portent sur la question alimentaire, sont largement utilisés par les établissements.

Il conviendrait donc d'assurer la pérennité de ce réseau, en veillant à préparer la relève de ses animateurs et en lui fournissant des moyens de fonctionnement définis sur la base d'un cahier des charges clair permettant d'évaluer l'ensemble de ses activités.

On pourrait aussi lui assigner un rôle plus important dans les réflexions pédagogiques relatives à l'éducation au développement, en partenariat avec les établissements intervenant dans le SNA et des associations spécialisées en la matière.

## **5. Développer l'appui à la rénovation de dispositifs de formation professionnelle.**

Dans les pays en développement, la relance de la formation professionnelle agricole et rurale est une nécessité pour accompagner les dynamiques rurales visant à une augmentation des productions agricoles. Plusieurs programmes ont déjà démarré dans ce secteur, d'autres vont vraisemblablement voir le jour.

L'enseignement agricole français dispose de nombreux atouts pour répondre aux demandes d'appui qui se sont déjà manifestées et qui ne manqueront pas de s'amplifier pour développer ces programmes ayant pour objectifs de construire de nouveaux dispositifs de formation répondant aux besoins actuels de l'ensemble des producteurs.

Il conviendrait cependant de mieux organiser nos capacités d'intervention et d'encourager par des mesures appropriées<sup>12</sup> tous les établissements qui le souhaitent à contribuer à ce mouvement. C'est sans doute par son intervention dans ce domaine que l'enseignement agricole français pourrait être le plus efficace pour contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les pays en développement.

## **6. Contribuer au débat public.**

L'enseignement agricole a tout intérêt à montrer qu'il est capable de se saisir des problèmes de société où l'agriculture, mais pas seulement l'agriculture, est concernée au premier chef et qu'il peut contribuer à éclairer les débats sur ces questions complexes grâce aux compétences de ses personnels. Un exemple parmi d'autres : Lorsque le Monde en date du 23 décembre 2009 titre, *Manger moins de viande pour sauver la planète ?* l'élevage est clairement mis en accusation et certains lecteurs peuvent en conclure qu'il faut faire une « grève de la viande ». L'enseignement agricole, sans nier les effets négatifs de l'élevage sur l'émission des gaz à effets de serre et sur la mobilisation de terres arables (utilisables pour les productions vivrières) dans certains pays, a peut-être un message plus nuancé à faire valoir sur ce sujet ou tout au moins à présenter l'ensemble des éléments du problème. Les initiatives déjà prises à l'échelon local par quelques établissements, sous forme d'interventions dans des établissements de l'éducation nationale ou de conférences-débats ouvertes au public, vont dans ce sens.

Mais il serait souhaitable d'intensifier cette contribution, par exemple en organisant des événements au niveau régional ou même au niveau national, événements pouvant bénéficier d'une large promotion. On pourrait imaginer au cours de l'année scolaire à venir, par exemple à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation du 16 octobre, la mise en place d'une manifestation nationale sur le thème de la sécurité alimentaire de la planète porté par l'enseignement agricole, avec éventuellement la collaboration des autres directions concernées du MAAP et du MAEE.

---

<sup>12</sup> Ces questions sont traitées de manière approfondie dans les Journées « Ingénierie des dispositifs de formation à l'international » organisées conjointement par plusieurs établissements d'enseignement supérieur.

## CONCLUSION

La sécurité alimentaire de la planète fait aujourd'hui partie des questions qualifiées de « socialement vives ». Les établissements d'enseignement agricole, rattachés à un Ministère qui a placé le terme « alimentation » à la première place de son intitulé, sont tous concernés par cette problématique.

Les évolutions des référentiels de formation liées aux réformes récentes (baccalauréat technologique) ou en cours (baccalauréat professionnel et BTSA) permettent d'aborder cette thématique avec la grande majorité des apprenants.

Des actions plus spécifiques entrant dans le cadre de la mission de coopération internationale sont aussi réalisées, mais de manière très hétérogène selon les établissements dans la mesure où elles reposent sur le volontariat et les initiatives des équipes pédagogiques et bien souvent de quelques enseignants motivés. Ces actions relèvent pour la plupart de l'éducation au développement et à la citoyenneté internationale. Quelques-unes vont au-delà, avec notamment la mise en place de modules de formation dédiés à ce sujet.

Mais, face à ce défi majeur pour l'avenir du monde, le système d'enseignement agricole devrait pouvoir « faire plus », notamment en développant les activités liées à la mission de coopération internationale.

Au niveau éducatif, cela passe par un renforcement de la formation des enseignants sur ces problématiques complexes et par un développement de l'appui pédagogique aux établissements qui ont le souci de conduire des actions spécifiques.

Au niveau de la coopération proprement dite avec les pays en développement qui souffrent de l'insécurité alimentaire, il conviendrait d'accentuer la contribution de l'enseignement agricole français aux programmes de réforme de la formation professionnelle pour en faire un élément clé de leur développement agricole et rural.

## ANNEXE 1

### SIGLES UTILISES

BRECI	Bureau des Relations Européennes et de la Coopération Internationale
BTSA	Brevet de Technicien Supérieur Agricole
CCFD	Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement
CFA	Centre de Formation d'Apprentis
CFPPA	Centre de Formation et de Promotion Professionnelle Agricoles
CFSI	Comité Français pour la Solidarité Internationale
DGER	Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche
DRAAF	Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
EAD-SI	Education au Développement et à la Solidarité Internationale
EPLEFPA	Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole
FAO	Food and Agriculture Organization
IEA	Inspection de l'Enseignement Agricole
INRA	Institut National de la Recherche Agronomique
LEGTA	Lycée d'Enseignement Général et de Technologie Agricole
MAAP	Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche
MAEE	Ministère des Affaires Etrangères et Européennes
MIL	Module d'Initiative Locale
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
PED	Pays En Développement
RADSI	Réseau Aquitain pour le Développement et la Solidarité Internationale
RED	Réseau Education au Développement
SNA	Système National d'Appui
SPNF	Schéma Prévisionnel National des Formations
SRFD	Service Régional Formation Développement
STAV	Sciences et Technologies de l'Agronomie et du Vivant
UNMFREO	Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation



## ANNEXE 2

### GLOSSAIRE

#### **Education au développement et à la solidarité internationale**

L'éducation au développement et à la solidarité internationale a pour finalité le changement des mentalités et des comportements de chacun dans le but de contribuer individuellement et collectivement à la construction d'un monde juste, solidaire et durable. Pour cela, elle a pour objectif de favoriser la compréhension des mécanismes d'interdépendance et d'exclusion dans le monde, la prise de conscience de l'importance de la solidarité internationale comme facteur de changement social, l'action pour la construction d'un monde solidaire. Eduquer au développement et à la solidarité internationale, c'est s'impliquer dans un processus global dont la dimension Nord/Sud est un élément constitutif déterminant ....

*(Plateforme Educasol)*

L'éducation au développement et à la solidarité internationale vise à faire comprendre les grands déséquilibres mondiaux et à permettre la réflexion sur les moyens d'y remédier... (Elle) vise à faire prendre conscience aux élèves de l'interdépendance des régions du monde, de la solidarité entre les peuples dans le processus de mondialisation, en orientant en particulier leur curiosité vers la réalité économique, sociale et culturelle des pays en développement... Les questions d'environnement et plus généralement de développement durable, ont partie liée avec les domaines couverts par l'éducation au développement ... L'éducation au développement est de nature à mener les jeunes à s'engager dans des actions...

*(Extrait BOEN n° 30 du 24/07/2003)*

#### **Sécurité alimentaire**

La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine.

*(FAO, 1996)*

#### **Souveraineté alimentaire**

C'est le droit pour chaque nation de maintenir et développer sa propre capacité de production alimentaire, en respectant la diversité des produits et des cultures et sans nuire à la sécurité alimentaire des autres pays. Cette approche donne la priorité à la production locale, prône le droit des consommateurs à choisir leurs produits et le droit des Etats à se protéger des importations agricoles et alimentaires à bas prix.

*(RITIMO, Réseau d'information et de documentation pour le développement durable et la solidarité internationale)*

**ANNEXE 3**  
**QUESTIONNAIRE**

**« Défi alimentaire mondial et coopération internationale »**

Nom (facultatif) :  
Etablissement :  
Disciplines enseignées :  
Classes :

**1) Avez-vous mené (au cours de 3 dernières années) des actions éducatives sur la question alimentaire à l'échelle de la planète (en dehors de vos cours) ?**

OUI  NON

Si oui, avec quelle(s) classe(s) ?

Avec des publics non scolaires ? OUI  NON

Si oui, quel type de public ?

**2) S'agit-il d'actions individuelles à votre initiative ou d'actions institutionnelles collectives (impliquant la direction de l'établissement et/ou d'autres enseignants) ?**

**3) Quels sont les sujets abordés, touchant directement ou indirectement à la sécurité alimentaire des populations ? (cocher)**

- La faim dans le monde. Ses causes
- Les prospectives besoins/production
- La concurrence des agrocarburants
- Les régimes alimentaires et leur impact
- Le gaspillage des denrées alimentaires
- Les politiques agricoles au nord et au sud
- La souveraineté alimentaire
- La productivité de l'agriculture dans les PED
- Agriculture paysanne et agro-industrie
- Les questions foncières
- Le commerce équitable
- Sécurité alimentaire et changement climatique
- L'aide au développement
- Autres ? (citer)

**4) Comment ces questions ont-elles été abordées ?**

Avec quels outils pédagogiques ?

(cocher)

- Conférences avec débat
- Films avec débat
- Expositions
- Articles de presse
- Documents spécialisés d'EAD-SI
- Jeux et animations
- A l'occasion de séjours à l'étranger

- A l'occasion de l'accueil de partenaires étrangers   
Actions de formation à l'étranger   
Autres ? Lesquels ?

Avez-vous fait appel à des intervenants ? Si oui, origine ?

Avez-vous utilisé des outils pédagogiques proposés par le réseau éducation au développement (RED) de la DGER ? Si oui, lesquels ?

**5) Les sujets traités sont-ils repris et développés en cours ?**

Les référentiels des classes dans lesquelles vous enseignez le permettent-ils ?

**6) Avez-vous contribué** (sur les 3 dernières années) **à des campagnes nationales** traitant totalement ou en partie de la question alimentaire ?

OUI  NON

Si oui, lesquelles ?

- Alimentation   
Semaine de la solidarité internationale   
Autres ?

**7) Avez-vous évalué ces actions ?**

OUI  NON

Les actions menées ont-elles eu du succès auprès des élèves ?

Ont-elles eu, selon vous, un impact ? (précisez si possible sa nature)

**8) Les activités de coopération internationale de votre établissement prennent-elles en compte ces questions ?** Y participez-vous ? Avez-vous des propositions à faire dans ce domaine ?

**9) Dans votre établissement existe-t-il un MIL dédié à la coopération internationale** (abordant notamment les problèmes de la faim dans les pays en développement) ?

Si oui, pouvez-vous indiquer les objectifs/contenus de ce MIL en 4 ou 5 lignes

**10) Avez-vous des besoins de formation** sur un ou plusieurs sujets touchant aux questions de l'alimentation du monde ?

Si oui, lesquels ?

Des actions de formation à destination des enseignants vous paraissent-elles nécessaires ?  
Sous quelle forme ?

Expression libre sur le sujet « défi alimentaire et coopération internationale

## ANNEXE 4

### PERSONNES et ETABLISSEMENTS CONSULTES

BABIN-PEILLARD Delphine, chargé de mission sécurité alimentaire  
MAAP/DGPAAT, Bureau du développement et des organisations internationales

BAILLIET Cristelle, infirmière  
EPLEFPA de Châteauroux

BRUNET Bettina, chargée de coopération internationale  
DRAAF/SRFD région Centre

BERGER Benoit, animateur du réseau Bénin  
EPLEFPA de Fontaines

BERNARD Sophie, enseignante  
EPLEFPA de Châteauroux

BOST Mireille, chargée de coopération internationale  
DRAAF/SRFD région Aquitaine

CORVIOLE Audrey, documentaliste  
EPLEFPA de Châteauroux

D'ABADIE Evelyne, enseignante,  
EPLEFPA de Châteauroux

DAUTRAIX Laurence, enseignante  
CFA de Pugnac

FLAMION Florent, chargé de coopération internationale  
DRAAF/SRFD région Lorraine

GUILLOUX Jean Marie, directeur de la mission Agrobiosciences  
ENFA - Région Midi-Pyrénées

GLOMOT Isabelle, enseignante  
EPLEFPA de Châteauroux

GOUDET Christophe, enseignant  
Institut Saint Joseph de Limoux

GUILLET Patrice, directeur  
CFPPA de Hyères

HERBRETEAU Laurent, directeur-adjoint  
EPLEFPA de Châteauroux

LEGRAND-BOUVAIST Isabelle, enseignante  
EPLEFPA de la Côte Saint André

LOUPIA Marie Claude, directrice  
Institut Saint Joseph de Limoux

MAGNE Joël, animateur du réseau Cameroun  
EPLEFPA de Clermont Ferrand

MARCOS Charles, animateur du RED  
LPA de Castelnau Le Lez

MASETTO Alain, chargé de mission  
Pôle éducation-formation-insertion  
MAEE/DGM

MELI Anne Marie, enseignante  
EPLEFPA de Châteauroux

PERRIN Bernard, animateur du RED  
EPLEFPA de Besançon

PIERREL Anne, animatrice du réseau Burkina Faso  
EPLEFPA de Blanquefort

RAYNAUD Sophie, adjointe au chef de bureau  
MAAP/DGER, Bureau des relations européennes et de la coopération internationale

REZWUSKI Danuta, animatrice du réseau Burkina Faso  
EPLEFPA d'Yvetot

TESTUT Mylène, chef de bureau  
MAAP/DGPAAT, Bureau du développement et des organisations internationales

ainsi que plusieurs autres enseignants des établissements suivants :

Auzeville  
Bergerac,  
Carcassonne  
Montpellier  
Pamiers  
Pau  
Périgueux  
Rivesaltes  
Roanne  
Rodez

## ANNEXE 5

### ALIMENTERRE, UNE CAMPAGNE EUROPEENNE POUR LE DROIT A L'ALIMENTATION

La campagne Alimenterre, coordonnée en France par le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), est menée par de nombreuses organisations qui se mobilisent chaque année, avec un temps fort autour de la Journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre, pour informer l'opinion publique sur les causes de la faim dans le monde et défendre le respect du droit à l'alimentation.

Elle vise à promouvoir la souveraineté alimentaire des pays du Sud, c'est-à-dire leur droit de mener leurs propres politiques agricoles et alimentaires, en se protégeant notamment des désordres du commerce agricole mondial, en donnant la priorité à la production locale et en soutenant une agriculture familiale durable.

Le principal slogan de la campagne 2009 est « Produire, transformer et consommer autrement », ce qui suppose :

-pour les producteurs des pays en développement l'accès à la terre, à l'eau, aux semences, à la formation, aux innovations techniques, au crédit et ceci sans dépendances vis-à-vis des grandes entreprises fournissant des intrants, l'accès aux marchés locaux par des circuits de distribution adaptés où la valeur ajoutée est équitablement répartie

-pour les consommateurs, un pouvoir d'achat suffisant pour accéder à une alimentation durable.

Il s'agit aussi de faire prendre conscience que les choix faits au Nord en terme d'alimentation ont un impact sur les populations des pays du Sud et plus généralement sur la préservation de l'environnement.

Alimenterre comprend les activités suivantes :

-des expositions itinérantes pour informer des causes de la faim,

-des débats citoyens, pour échanger et trouver ensemble des solutions,

-des rencontres avec des paysans du monde qui s'organisent pour lutter contre la faim,

-un festival de films pour mettre des images et des mots sur les désordres alimentaires du monde,

-des marchés alimentaires et solidaires pour consommer local et équitable et découvrir les cuisines du monde,

-des animations et des outils pédagogiques accessibles à tous les apprenants dès le primaire et jusqu'aux étudiants.

La campagne 2009 par exemple proposait un festival de films composé de cinq documentaires permettant d'initier une réflexion autour de cinq grands thèmes :

Pourquoi l'alimentation représente-t-elle un des grands enjeux de ce siècle ? Film *Vers un crash alimentaire* d'Yves Billy et Richard Prost

Pourquoi les premières victimes de la faim sont-ils des paysans ? Film *Faim des paysans : une ruine programmée* de Clément Fonquernie et Bruno Portier

Produits bio, locaux, fermiers,.. nouvelle mode pour un petit nombre ou tendance de fond ? Film *Bioattitude sans béatitude* d'Olivier Sarrazin

Comment le système des brevets autorise-t-il un pillage légal des ressources naturelles ? Film *Les pirates du vivant* de Marie-Monique Robin

Les mers se vident et pourtant le poisson ne manque pas sur les étals européens, comment est-ce possible ? Film *Une pêche d'enfer* de Vincent Bruno.

## ANNEXE 6

### DOCUMENTS CONSULTÉS

(Liste non exhaustive)

- BLANC P., Le pain, la terre et l'eau, sujets de révolte en Méditerranée, CIHEAM, 2007  
DE RAVIGNAN F., *La faim, pourquoi ?* La Découverte, 2009  
DEVEZE JC (dir.), *Défis agricoles africains*, Editions Karthala, 2008  
DUMONT R., *Nous allons à la famine*, Seuil, 1966  
FUMEY G., *Géopolitique de l'alimentation*, Editions Sciences humaines, 2008  
GAURON A., *Les enjeux géopolitiques et économiques de la formation agricole et rurale*, Réseau FAR, 2008  
GRIFFON M., *Nourrir la planète*, Editions Odile Jacob, 2006  
HERVIEU B., *Le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes*, Flammarion, 1996  
INRA et CIRAD, *Agrimonde, Agricultures et alimentations du monde en 2050 : scénarios et défis pour un développement durable*, Note de synthèse, février 2009  
MALASSIS L., *Nourrir les hommes*, Flammarion, 1994  
Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, *Les biocarburants : opportunité ou menace pour les pays en voie de développement ?* Prospective et Evaluation, janvier 2009  
Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, *La lutte contre le gaspillage, une solution d'avenir ?* Prospective et Evaluation, mars 2009  
Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, *Le commerce équitable : La parole aux Africains*, document DGCID, 2007  
PARMENTIER B., *Nourrir l'humanité*, La Découverte, 2007  
TROUBE C., *Les nouvelles famines, des catastrophes pas si naturelles*, Editions Autrement, 2007

#### Revues

- Alternatives Economiques, *Le monde a faim, nos choix sont vitaux*, septembre 2008  
Le Monde, *Crise alimentaire, comment produire davantage et plus vite*, 4 juin 2008  
Pour, *Défi alimentaire mondial : les politiques face à la faim et à la pauvreté*, décembre 2009

#### Documents et outils audio-visuels

- BILLY Y. et PROST R., *Vers un crash alimentaire*, Film, 2008  
RED et Lafi Bala, *Se nourrir...au Burkina Faso, à Cuba, au Népal, L'alimentation au cœur des enjeux du développement*, DVD, 2008  
SOS FAIM et CFSI, *Alimenterre, recueil d'outils d'éducation au développement*, 2008